

LA ROCHE SUR YON (85) SURELEVATION DE LA CPAM DE VENDEE



MAITRISE D'OUVRAGE		
MAITRE D'OUVRAGE	CPAM DE VENDEE 61 Rue Alain 85931 LA ROCHE SUR YON Cedex 09	
MAITRISE D'OEUVRE		
ARCHITECTE MANDATAIRE	GUINEE *POTIN 13 Allée de l'Île Gloriette - 44000 NANTES Tel : 02 40 73 38 13	
ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION	CABINET DENIS ROUSSEAU 2 Place Albert EINSTEIN BP 467 - 85300 CHALLANS Tel : 02 51 49 26 36 Email : agence-challans@rousseauconomiste.com	 ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION
BET FLUIDES	AREA ZA de la forêt - 44860 SAINT AIGNAN DE GRAND LIEU Tel : 02 40 32 64 30 Email : areanaoned.bet@areaetudes.net	
BET STRUCTURE BA	ESTB 80, rue de Montréal - 85000 LA ROCHE SUR YON Tel : 02 40 73 91 64 Email : @betestb.fr	
BET STRUCTURE CB	ESCB ZAC La Montagne plus Rue Le Bois de Bougon - 44620 LA MONTAGNE Tel : 02 28 25 65 24 Email : escb.accueil44@gmail.com	
OPC	QUATUOR Esplanade du Cardo - 2 rue du Wattman - 44700 ORVAULT Tel : 02 40 40 86 66 Email : contact@quatuor-ingenierie.fr	

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES LOT N° 01 - DEMOLITION - CURAGE

N° AFFAIRE : 001-2020-01	INTERLOCUTEUR : C. GRONDIN	STADE : DCE	VERSION : V1	DATE : 13/04/2023
--------------------------	----------------------------	-------------	--------------	-------------------

Sommaire

01.1 GENERALITES	3
01.1.1 Prescriptions techniques	3
01.1.2 Prescriptions complémentaires	3
01.1.3 Tri-sélectif des déchets	5
01.1.4 Traitements des déchets	7
01.1.5 Nota TCE	8
01.2 DESCRIPTION DES OUVRAGES	9
01.2.1 Travaux préparatoires	9
01.2.1.1 Consistance des travaux	9
01.2.1.2 Constat d'huissier	9
01.2.1.3 Isolement des zones de travaux	9
01.2.1.4 Installation de chantier curage	10
01.2.1.5 Désamiantage	10
01.2.1.6 Déplombage	10
01.2.2 Dépose et démolitions d'ouvrages intérieurs	11
01.2.2.1 Dépose d'appareils de chauffage et d'appareils sanitaires	11
01.2.2.2 Dépose d'appareils d'électricité	11
01.2.2.3 Dépose de bloc porte et d'ouvrages divers	12
01.2.2.4 Démolition de plafonds	12
01.2.2.5 Démolition des distributions	12
01.2.2.6 Dépose de revêtements de sols	13
01.2.2.7 Dépose de chapes	13
01.2.2.8 Dépose de faïence	13
01.2.2.9 Décollage de toile de verre	13
01.2.3 Travaux divers	14
01.2.3.1 Désinfection des gravats de démolition (traitement anti-termite)	14
01.2.4 Fin de chantier	14
01.2.4.1 Exclusions	14
01.2.4.2 Nettoyage du chantier	14
01.2.4.3 Dossier des Ouvrages Exécutés	14

DEMOLITION - CURAGE

01.1 GENERALITES

01.1.1 Prescriptions techniques

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art conformément aux Normes et Prescriptions Techniques en vigueur au moment de l'exécution des ouvrages.

L'énumération ci-dessous n'est pas exhaustive, mais un rappel des principaux documents officiels applicables au projet.

- Aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) en cahier des charges y compris leurs additifs et annexes en vigueur ainsi que les normes françaises.
- Aux normes Françaises publiées à l'A.F.N.O.R.
- Aux avis techniques du C.S.T.B. (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) pour les matériaux nouveaux.
- Aux Cahiers des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux et ses modifications.
- Aux Cahiers des Charges des Compagnies Concessionnaires (Eau, Régie Électricité et Gaz, Voiries, PTT - etc.)
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la démolition et l'utilisation de matériels spécifiques
- Aux lois, arrêtés et décrets en vigueur concernant la gestion des déchets et la protection de l'environnement (liste non exhaustive) :
 - . Loi N° 75 633 du 15/07/1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
 - . Décret du 19/08/1977 sur les déchets générateurs de nuisances,
 - . Arrêté du 04/01/1985 suivi des déchets,
 - . Loi N° 88 1261 du 30/12/1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
 - . Circulaire du 28/12/1990 et arrêtés préfectoraux sur Étude déchets,
 - . Loi N° 92 646 du 13/07/1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
 - . Décret du 13/07/1994 relatif aux déchets d'emballages industriels,
 - . Loi N° 95 101 du 2 Février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
 - . Arrêté du 18/12/1992 relatif aux décharges de classe I,
 - . Décret N° 98 679 du 30/07/1998 relatif au transport par route,
 - . Règlement des transports des matières dangereuses,
 - . Règlement sanitaire départemental,
 - . Circulaire interministérielle du 15/02/2000 Logement Équipement Environnement relative à la gestion des déchets,
 - . Nouvelle réglementation imposant aux entreprises de désamiantage une certification,
 - . Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante, JO du 1er Juillet 2006,
 - . Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées de ces travaux, JO du 1er mars 2007,
 - . Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante, JO du 1er mars 2007,
 - . Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments,
 - . Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante avec l'abaissement de la valeur limite d'exposition professionnelle à 10 fibres par litre sur 8 heures à compter du 01 juillet 2015,
 - . L'ED 6091 de décembre 2012,
 - . Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Et, d'une façon générale, à tous les textes de réglementation et législation en vigueur.

01.1.2 Prescriptions complémentaires

Prescriptions techniques générales

Les renseignements donnés sont aussi complets que possible et il appartient à l'entrepreneur de les vérifier ou de les compléter par des éléments utiles ou indispensables.

Tous les travaux et fournitures diverses nécessaires au parfait achèvement des ouvrages doivent être prévus.

Il se renseignera sur l'existence éventuelle des conduits et canalisations de toute sorte qui pourraient être rencontrés pendant les travaux et d'en vérifier l'implantation.

Tous les matériaux et corps étrangers seront enlevés et transportés à la décharge spécialisée.

Limites du terrain

Préalablement au démarrage des travaux, l'entrepreneur devra repérer exactement les limites du terrain et des bâtiments à démolir, selon bornage et emprises désignées au marché.

Démarches auprès des administrations

L'entrepreneur du présent lot devra faire en temps utile et sans que l'architecte ait à le lui demander, toutes les démarches d'autorisation (demande de droits voiries, etc.) nécessaires auprès des administrations et différents services, pour le parfait déroulement du chantier.

Plan de récolement

Avant tous travaux de démolition ou de déconnection de réseaux, l'entrepreneur s'assurera des cheminements et des fonctions des réseaux.

L'ensemble des réseaux nécessaires au fonctionnement de bâtiments conservés ou cheminant simplement sous la parcelle, devra être conservé. La prestation comprendra les dévoiements nécessaires au bon fonctionnement de ces réseaux devant être conservés.

L'entrepreneur devra fournir un plan de récolement à l'architecte en fin de chantier, suite aux modifications éventuelles des réseaux et aux déconnections de réseaux enterrés.

Ce plan indiquera les parcours des canalisations de sous-œuvre conservées, les points d'obturation des réseaux, les niveaux de fil d'eau des tampons et regards, ainsi que la nature et le diamètre des canalisations et des fluides qu'elles transportent.

Obligations de sécurité

L'entrepreneur devra strictement se conformer aux dispositions réglementaires de sécurité imposées par la législation en vigueur, aux directives des organismes de contrôles et aux consignes du Coordonnateur Sécurité dans le cadre du PGCSPS.

Le projet de plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS) sera soumis au Coordonnateur Sécurité.

Il devra la mise en place et l'entretien des protections provisoires nécessaires à l'exécution de ses travaux telles que garde-corps de sécurité et filets de protections au long des acrotères, trémies diverses, etc., et tous ancrages provisoires.

L'approvisionnement des matériaux à pied d'œuvre sur les toitures sera réalisé par le présent lot avec tous matériels de levage appropriés.

Réductions des nuisances

En l'absence de Réglementation HQE (Haute Qualité Environnementale) dans le domaine de la démolition, l'Entrepreneur portera son effort sur la réduction des nuisances conformément aux recommandations du guide de la DGUHC (Direction Générale de l'Urbanisme de l'Habitat et de la Construction).

Nuisances acoustiques

L'entreprise devra privilégier l'utilisation de matériels insonorisés et favoriser des techniques de démolition les moins génératrices de nuisances.

L'entreprise devra se mettre en conformité avec l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à : « la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ».

- Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

- L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

- L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'urgence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Poussière

Mise en place des écrans anti-poussière pour protéger les avoisinants.

La pelle mécanique est impérativement équipée d'un système de brumisation en bout de flèche.

Un matériel au sol (type turbo ram) devra impérativement venir en complément.

Arrosage des gravats par temps sec lors de la phase « grignotage » et lors de tout déplacement des inertes puis collecte des eaux de ruissellement,

L'entreprise doit mettre en oeuvre les moyens nécessaires afin de maîtriser la dispersion des poussières.

Propreté des abords

Nettoyage quotidien des abords du chantier et aux frais de l'entreprise.

Nettoyage au jet d'eau des camions avant toute sortie du chantier.

Bâchage des bennes à DIB avant toute sortie du chantier.

Débouchage des canalisations, réfections si dommages.

Information des riverains

Le titulaire se doit d'informer les riverains du chantier et de ses abords des dispositions qu'il met en oeuvre pour assurer leur protection, les sensibiliser aux risques du chantier dont il a la charge ainsi que les mesures mises en oeuvre pour réduire les nuisances. Cette information sera assurée par la fabrication et la mise en place d'un panneau de chantier ainsi que par distribution d'au moins un bulletin d'information dans les boîtes aux lettres.

Aléas de démolitions

Dans l'hypothèse où l'entreprise du présent lot, lors de l'exécution des travaux de démolitions, serait confrontée à des imprévus (ouvrages existants indécelables) ou à une inconformité de projet avec l'existant, il devra immédiatement en référer au maître d'oeuvre.

En aucun cas, l'entrepreneur ne prendra des dispositions personnelles sauf à ses risques et dépends.

Par ailleurs, il est précisé que les ouvrages démolis par erreur ou négligence, seront reconstruits par l'entrepreneur du présent lot, et ce, entièrement à sa charge.

Découvertes, droits de propriété

L'entrepreneur devra aviser et déclarer tous les incidents ou découvertes faites, lors des travaux de démolitions, liées à des aspects historiques, archéologiques, militaires, etc.

Il avisera les autorités compétentes et le Maître d'Ouvrage, et stoppera les travaux jusqu'à nouvel ordre.

Le Maître d'Ouvrage reste propriétaire des richesses, objets et autres de son sous-sol ou des bâtiments et ouvrages existants, dans les limites définies dans le Code Civil.

Droits d'occupation de voirie

L'entrepreneur du présent lot devra inclure dans son offre de prix tous les frais résultants des taxes d'occupation de voirie pendant toute la durée de son intervention.

01.1.3 Tri-sélectif des déchets

L'entrepreneur devra tenir compte pour l'établissement de son offre de prix, de l'ensemble des DTU, normes, décrets et réglementations en vigueur, et notamment celles relatives au tri sélectif et traitement des déchets de déconstruction et de construction.

GESTION ET TRI DES DECHETS DE CHANTIER

1. Les obligations de l'ensemble des entreprises

Dans le cadre du tri des déchets, le chantier fera l'objet d'une organisation particulière au niveau de :

- Prévention ou réduction de la production des déchets
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et en volume
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces différents modes
- Information du public
- La signalétique indiquant la nature des déchets à déposer
- L'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets
- L'information des entreprises et de son personnel
- L'entreprise devra nommer, lors du premier rendez-vous de chantier, un "MONSIEUR PROPRE" qui aura la

responsabilité de la bonne tenue générale du tri pendant la totalité des travaux (compris vérification des tri-sélectif, etc...).

- Cette personne sera responsable de cette organisation.

Il est rappelé également qu'il est interdit :

- De brûler les déchets sur les chantiers
- D'abandonner ou d'enfermer les déchets (même inertes), dans les zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, chantiers, etc.).

L'entreprise devra respecter les obligations indiquées au CCTP, et prendre connaissance du plan d'installation de chantier joint au dossier le cas échéant.

L'attention des entreprises est ici attirée sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiquées dans les documents du dossier de consultation et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

IMPORTANT : L'entrepreneur se charge, à ses frais, de l'évacuation et du transport de ses gravats et déchets jusqu'aux lieux de stockage, ainsi que de leur tri dans les conteneurs prévus à cet effet.

2. Organisation générale de la gestion du tri-sélectif

L'organisation générale de la gestion des déchets de chantier incombera à l'entreprise titulaire du présent lot, et suivra la logique suivante :

- Installation des bennes
- Tri-sélectif des déchets de déconstruction dans les différentes bennes
- Rotation des bennes
- L'entrepreneur ouvrira dès les premières rotations de bennes un carnet de traçabilité des déchets et devra le tenir à jour durant les travaux (voir ci-après).
- L'entreprise devra nommer, lors du premier rendez-vous de chantier, un "MONSIEUR PROPRE" qui aura à sa charge la gestion et le respect du tri-sélectif durant les travaux. Pour ceci, elle devra procéder à l'information de son MONSIEUR PROPRE.
- En fin de travaux, l'entreprise prévoira l'enlèvement des bennes et la remise en état de la zone de cantonnement.

3. Pénalités

L'organisation de la gestion des déchets de chantier devra être mise en place au plus tard 15 jours après le démarrage effectif des travaux. Sinon, une pénalité par jour calendaire de retard sera appliquée.

Pendant la durée des travaux, l'entreprise qui ne respectera pas les consignes et ses obligations de tri, sur simple constatation de la personne chargée de la gestion des déchets, fera l'objet d'une pénalité par infraction constatée. Ces pénalités se conforment au CCG, et en particulier à l'article traitant les pénalités relatives aux infractions concernant le tri-sélectif des déchets.

Ces diverses pénalités seront retenues par le maître d'oeuvre, sur les situations mensuelles des travaux au fur et à mesure de leur application.

4. Traçabilité des déchets

L'entrepreneur titulaire du présent lot aura à sa charge l'ouverture du carnet de traçabilité des déchets, celui-ci assurera sa tenue depuis le début des travaux jusqu'à la fin de ceux-ci.

Ce carnet devra obligatoirement mentionner :

- Le type de déchets traités,
- La quantité de déchets,
- Le lieu de stockage,
- Le mode de valorisation.

5. Dispositions spécifiques pour la gestion des déchets de chantier

Le présent chantier fera l'objet d'un tri des déchets conformément au tri de niveau 2 : tri des déchets dans les différentes bennes selon état ci-après.

Déchets Inertes (DI) :

1 benne : pierres, béton, carrelage, terre, déchets de sanitaires, verre ordinaire, ...

Déchets Industriels Banals (DIB) :

1 benne : métaux (acier, aluminium, ferrailles, ...)

1 benne : bois non traités, palettes cassées, bastaings, etc...

1 benne : plâtre ou autres produits (plâtre, matières plastiques, revêtements de sols, laine de roche, ...)

Déchets Industriels Spéciaux (DIS) :

1 benne ou 1 conteneur : bois traités, peinture, solvants, pots souillés, colle, cartouches emballages non vides ou non rincés, goudron, etc.

Déchets d'Emballages Propres (DEP) :

1 benne : emballages plastiques et cartons

Aire de stockage : palettes propres non casées, etc.

AU TOTAL : 6 bennes ou conteneurs + 1 Aire de stockage

01.1.4 Traitements des déchets

L'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge le traitement des déchets par le moyen de valorisation de son choix.

1. La Valorisation organique

La valorisation organique permet la production de compost utilisé pour la régénérescence des sols dans l'agriculture (évitant ainsi les engrais minéraux), il existe deux formes de traitement organique :

- Le compostage : fermentation aérée contrôlée

- La méthanisation : fermentation sans insufflation d'air dans un milieu privé d'oxygène qui permet la récupération d'un biogaz utilisé pour la création du compost.

2. La Valorisation matière ou recyclage

La valorisation matière, plus communément appelée recyclage, consiste à la récupération des matériaux et la réutilisation de ceux-ci dans la fabrication de nouveaux produits. Les filières de recyclage sont les suivantes :

- Les verres : le recyclage du verre consiste en sa récupération et refonte pour la création de nouveaux matériaux ou matériel,

- Le plastique : le recyclage consiste en son broyage afin de constituer une poudre de PVC qui pourra être utilisée pour la fabrication de nouveaux produits. Certains types de plastique peuvent servir plus directement au rembourrage de vêtements, etc.

- Les papiers / cartons / etc. : après les avoir compactés dans les balles de carton ou de papier, ils seront transformés en pâte cellulosique qui pourra elle être réemployée,

- L'acier et les divers ferraillasses : les aciers sont comprimés par des presses et livrés à des centres de traitement des aciers alors que les ferrailles sont densifiées en usine afin de permettre par la suite de venir enrichir de l'acier,

- L'aluminium : après récupération, il est comprimé afin de pouvoir être incorporé dans divers alliages.

- Les bétons, carrelages, appareils sanitaires, etc. : ils seront transformés afin de permettre leur réemploi en tant que divers granulats de qualité, utilisables dans les travaux de terrassement de chantier ou autres

- Les bois non traités, palettes, bastaings : ils seront compostés et serviront à la réalisation de panneaux de particules, d'éléments de chauffage, etc.

- Les plâtres : ils seront transformés par cuisson en plâtre qui sera à son tour transformé lors de son utilisation par l'opération de gâchage (mélange avec de l'eau) et prise du plâtre (recristallisation).

3. La Valorisation énergétique

La valorisation énergétique consiste à l'incinération des déchets, celle-ci permet :

- La réduction des volumes de déchets

- La récupération d'énergie produite sous forme de vapeur permettant de chauffer des locaux d'habitation ou sous forme d'électricité,

- De concentrer les polluants contenus dans les déchets et de les récupérer pour les stocker dans des centres spécialisés.

- De récupérer de nouveaux matériaux valorisables tels que les mâchefers (utilisés dans la construction des routes) et les ferrailles (utilisées pour la fabrication de nouveaux alliages).

NOTA : Les déchets ultimes seront, selon leur nature, à stocker dans des CET (centres d'enfouissement techniques) :

- **De classe 1 pour les déchets industriels spéciaux (DIS)** : décharge de déchets industriels spéciaux, titulaire d'une autorisation préfectorale au titre de la législation sur les Installations Classées.

Les DIS font l'objet d'un traitement préalable de stabilisation afin de limiter leur potentiel polluant et le CET est équipé de moyens importants de rétention et de récupération des polluants.

- **De classe 2 pour les déchets ménagers ou assimilés (DMA) ou les déchets industriels banals (DIB)** : déchetterie de déchets municipaux ou assimilés ultimes, titulaire d'une autorisation préfectorale au titre de la législation sur les installations Classées.

Les déchets sont stockés dans des casiers régulièrement recouverts.

Les jus de lixiviation sont drainés, récupérés et traités avant rejet.

Le biogaz produit est capté et valorisé ou brûlé en torchère.

- **De classe 3 pour les déchets inertes (DI)** : dépôt de déchets inertes à l'exclusion de tous déchets ménagers ou industriels autres que des déblais et gravats.

Ils doivent se trouver à une distance minimale des zones habitées ou sensibles et sur un site garantissant l'imperméabilité du sol, renforcés par l'utilisation de diverses membranes.

Il faut prévoir un plan de réhabilitation dès la création du centre de stockage et la constitution d'un fonds de garantie destiné à couvrir les dépenses de réaménagement en cas de défaillance de l'exploitant.

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur du présent lot devra (afin de permettre une meilleure analyse des offres) remettre les filières de valorisation et de recyclage qu'il a prévu d'utiliser pour chaque type de benne.

Cette clarté dans la remise de l'offre attirera particulièrement l'attention du Maître d'Ouvrage, de l'équipe de maîtrise d'œuvre et de l'Architecte.

NOTA : Toute réponse forfaitaire pourra faire l'objet de questions complémentaires durant l'analyse des offres, voire d'une non retenue de l'entreprise suite à un manque de clarté et de détails.

01.1.5 Nota TCE

L'entreprise devra impérativement prendre connaissance du Cahier des Prescriptions Communes.

Le marché de l'entreprise sera réputé inclure l'ensemble des recommandations et obligations qui y sont mentionnées.

01.2 DESCRIPTION DES OUVRAGES

01.2.1 Travaux préparatoires

01.2.1.1 Consistance des travaux

L'ensemble des travaux décrits au présent CCTP seront réalisés en une phase unique de travaux mais pourront demandé des intervention ponctuelles

Les travaux consistent en un curage partiel des locaux existants pour la réalisation des travaux de restructuration au niveau Rez de Jardin et Rez de Chaussée

NOTA :

- Il appartient à l'entreprise de vérifier l'ensemble des hypothèses énoncées ci-dessus lors de sa visite sur site.
- L'entreprise adjudicataire des travaux de déconstruction établira les DICT obligatoires pendant la période de préparation des travaux. Elle en fournira copie à la maîtrise d'œuvre ainsi que copie des retours.
- Toutes les sujétions d'isolement des zones de travail seront réputées prises en compte par l'entreprise.

01.2.1.2 Constat d'huissier

Avant tout démarrage des travaux, l'entreprise attributaire devra faire réaliser un constat par un huissier en présence de l'Architecte, du Maître d'Ouvrage, afin de dresser l'état et toutes les interventions à effectuer en limite de propriété.

Double constat d'Huissier : l'un avant et l'autre après les travaux de démolition.

Ces constats concernent en particulier les voiries, trottoirs et les façades des divers bâtiments mitoyens et voisins susceptibles de subir des dégradations.

Tous les frais inhérents aux constats sont à incorporer dans l'offre de l'entreprise. Deux exemplaires de chaque constat seront remis au Maître d'œuvre (avec reportage photographique couleur).

Toutes les réparations des dommages causés aux « existants » sont à la charge de l'entrepreneur.

Localisation

États des lieux contradictoires pour les ouvrages existants conservés et notamment pour les ouvrages suivants:

- Clôtures, parkings et voiries mitoyennes
- Bâtiment mitoyens
- État des lieux des locaux faisant l'objet d'interventions ponctuels ou des locaux situés en périphérie des zones d'interventions

01.2.1.3 Isolement des zones de travaux

Réalisation de l'isolement des zones de travaux en site occupé selon les accords avec l'architecte, le coordonnateur SPS, le pilote, les utilisateurs et les pompiers et/ou autres organismes agréés divers, concernant d'une part, la préservation des exigences réglementaires en matière de sécurité incendie et d'accessibilité et d'autre part la qualité de vie des occupants pendant la durée des travaux d'extension et de restructuration.

En fonction des différentes phases d'intervention dans les locaux existants et restant en activité pendant toutes la durée des travaux, l'entreprise devra l'isolement de chaque local ou zone concernée en fonction du phasage établi par l'architecte.

Isolement comprenant :

- Le maintien en position fermée des portes (si porte existante et local isolé).
 - La mise en place de cloisons provisoire de protections composées d'ossatures bois et de panneau d'OSB coté extérieur et doublée d'un double film polyane renforcé, l'ensemble sera étanche à la poussière,
- Une porte "chantier" (passage 93 x 204 cm htr minimum) sera installée dans ces cloisons pour chaque zone.

Ces protections resteront en place pendant la durée complète des travaux tous corps d'état de chaque phase concernée, compris démontage - déplacement - remontage (ou dépose et cloisons neuves sur la phase suivante), etc. à l'avancement du chantier. Inclus démontage et évacuation des protections en fin d'intervention TCE.

Il sera bien entendu tenu compte des impératifs suivants :

- Accessibilité provisoire de certains locaux aux utilisateurs (selon phase d'intervention)
- Besoins divers des lots techniques notamment lors de la modification et le complément de réseaux divers (alimentations / EF / ECS / chauffage / électricité - Réseaux de ventilation - Etc.)

Les accès chantier pour le personnel entreprise seront déterminés en début de chantier selon phasage d'intervention et possibilité liées à la configuration des bâtiments existants.

01.2.1.4 Installation de chantier curage

L'entreprise du présent lot fera son affaire des installations de chantier nécessaires au bon déroulement des travaux objets de son lot.

Ces installations de chantier seront conformes aux recommandations du Code du Travail, et seront réalisées en périphérie du site avant toute intervention de travaux de démolitions, et comprendront notamment :

- L'amenée et le repli du matériel,
- Les droits de voiries seront à prendre en compte suivant les exigences et directives des services municipaux concernés.
- Installation de bâtiments modulaires préfabriqués propres à l'entreprise (sanitaires, vestiaires,...)
- Branchements provisoires et adaptés à l'environnement du chantier
- L'ensemble des bennes nécessaires à la déconstruction suivant les articles "Tri-sélectif des déchets" et "Traitement des déchets" ci-avant
- Les clôtures de chantier : grilles métalliques sur plots béton équipés d'inserts tubulaires pour fixation en pied et de collier pour fixation en tête (hauteur environ 2.00m)
- Inclus 1 portail d'accès 2 vantaux avec fermeture par chaîne et cadenas (clés chantier à disposition de tous les intervenants).

L'entrepreneur devra prévoir au titre de son installation de chantier tous les moyens de sécurité nécessaires, mesures de protections collectives et individuelles, ses plans d'installations de chantier pour validation par le Maître d'Ouvrage, et toutes les sujétions pour la signalisation du chantier.

NOTA : Les locaux de chantier pour tous les corps d'états, la clôture de chantier, le panneau de chantier, les branchements de chantier seront à la charge du lot de Gros oeuvre

Localisation

. Pour l'ensemble des travaux de démolition

01.2.1.5 Désamiantage

Le présent CCTP a été établi sur la base des documents suivants :

- RAPPORT AMIANTE AVANT TRAVAUX en date du 01-06-2022 // Rapport n° 14263362/S1.1.3R

Réalisé par :

VERITAS - Agence de St HERBLAIN

4 Rue Duguay Trouin

44800 ST HERBLAIN

Tél: 02 40 92 06 89

Opérateur: M. Andréas LEROUX

Mail: andreas.leroux@bureauveritas.com

Le rapport de synthèse qui en découle est joint au présent dossier de consultation et **ne fait pas apparaître la présence d'amiante** dans les locaux concernée par les travaux .

Les entrepreneurs sont invités à prendre connaissance de ces rapports et des prescriptions prévues.

01.2.1.6 Déplombage

Le présent CCTP a été établi sur la base du document suivant :

DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX en date du 1/06/2022 // Rapport N°14263362_PN P

Réalisé par :

VERITAS - Agence de St HERBLAIN

4 Rue Duguay Trouin

44800 ST HERBLAIN
Tél: 02 40 92 06 89

Le rapport de synthèse qui en découle est joint au présent dossier de consultation et **ne fait pas apparaître la présence de plomb** dans les locaux concernée par les travaux.

- Aucune des mesures réalisées ne présentent de valeur $\geq 1.00\text{mg/cm}^2$.

01.2.2 Dépose et démolitions d'ouvrages intérieurs

IMPORTANT : Les doublages existants au droit des façades sont conservés.

01.2.2.1 Dépose d'appareils de chauffage et d'appareils sanitaires

L'entrepreneur devra la dépose des équipements ne servant plus dans les zones réaménagées (liste non exhaustive) :

- Appareils sanitaires, y compris robinetterie et accessoires (WC, Eviers, receveurs de douches, etc...
- Conduites de distribution de l'eau froide et eau chaude,
- Ballons ECS et système d'adoucisseur d'eau
- Radiateurs à eau chaudes
- Caissettes de climatisation
- Les hottes de d'aspirations
- Bouches de VMC et conduites
- Les équipements de cuisine fixes (Timbres, tables, etc...)
- Conduites d'évacuation des eaux usées-eaux vannes, ventilation primaire, conduite eaux pluviales intérieures.
- Etc.

Le nombre d'équipement sanitaires à déposer, devra être confirmé suivant visite sur site de l'entreprise.

Les réseaux d'alimentation cheminant en faux plafonds, cloisons et desservant des appareillages déposés et non remplacés seront eux aussi déposés sur tout leur cheminement et obturés au plus près du sol.

Toutes les canalisations seront vidangées.

NOTA: Travaux en coordination avec les lots FLUIDES (PLOMBERIE - CVC et ELECTRICITE) pour le pointage des éléments à conservée

Localisation

Selon plans de repérage des démolitions

. Curage de la zone Cuisine et Restauration

. Y compris démontage des chambres froides et de leurs équipement

01.2.2.2 Dépose d'appareils d'électricité

Le titulaire du présent lot devra la consignation électrique et la dépose des équipements suivants (liste non exhaustive) :

Dans l'ensemble de l'établissement :

- Installation incendie y compris centrale, DM, câblage, etc,
- Appareillage d'éclairage y compris câblage,
- Les câbles d'alimentation principaux et secondaires en courants forts courants faibles ne servant plus,
- Dépose des armoires électriques,
- L'éclairage de sécurité + commande
- L'appareillage et les goulottes de distribution (interrupteur, PC, RJ...) dans les zones où la distribution est prévue d'être refaite,
- Etc.

NOTA: Travaux en coordination avec les lots FLUIDES (PLOMBERIE - CVC et ELECTRICITE) pour le pointage des éléments à conservée

Localisation

Selon plans de repérage des démolitions

. Curage de la zone Cuisine et Restauration

01.2.2.3 Dépose de bloc porte et d'ouvrages divers

L'entrepreneur du présent lot devra la dépose de tous les menus ouvrages qui lui seront demandés par l'architecte, ainsi que le nettoyage et l'évacuation à la déchetterie de tous les gravats provenant des démolitions précitées ou existants actuellement à l'intérieur des bâtiments.

Liste non exhaustive :

- Blocs portes compris huisseries, éléments d'ancrage, gonds
- Encoffrements bois
- Cloison en bois / verrière
- Meubles évier et plan de travail divers (ligne de self, ...
- Signalétique et enseignes
- Elements de décoration divers
- Tablettes / étagères
- Grilles de ventilations
- Miroirs
- Etc.

Localisation

*Selon plans de repérage des démolitions
. Curage de la zone Cuisine et Restauration*

01.2.2.4 Démolition de plafonds

Démolition de plafonds de tous types (plafonds métalliques, dalles minérales, etc.) compris dépose des jouées de fermeture de pléniums, corniches, encoffrements, dépose des suspentes, ossature primaire, ossature secondaire, tillage, isolants, le cas échéant, et tous accessoires.

Enlèvement de tous les accessoires de fixation sous le plancher haut tels que crochets, vis, clous, etc., selon le cas. L'ensemble comprendra toutes sujétions de précaution de dépose, la parfaite coordination avec les autres corps d'état. Nettoyage et évacuation des gravats.

NOTA : Les travaux seront à réaliser en coordination avec le lot ELECTRICITE - COURANTS FAIBLES.

Localisation

*Selon plans de repérage des démolitions
. Curage de la zone Cuisine et Restauration
. Compris provision pour zones ponctuelles selon besoin (provision 20 m²)*

01.2.2.5 Démolition des distributions

L'entrepreneur devra la démolition de cloisonnements, les travaux comprendront la dépose des :

- Cloisons de distribution en plaques de plâtre compris ossature métallique
- Cloisons de distribution en briques plâtrières
- Cloisons en agglos creux, pleins ou semi-pleins
- Cloisons et gaines techniques en carreaux de plâtre
- La dépose des revêtements muraux associés (faïence, etc.) sur les cloisons de distribution
- La dépose des faïences et carrelages muraux situées sur les doublages et refends conservées
- La dépose des plinthes bois, carrelage etc., associés
- La dépose de tous les renforcements, ossatures, etc.
- La dépose de tous les éléments de fixations, rails hauts et bas
- La dépose des canalisations et filerie
- Les sciages soignés contre les ouvrages existants conservés (traitement des aciers coupés par passivation)
- Les raccords d'enduit, de chape sur les empreintes de cloisons et parois et finition parfaite.
- Les raccords de maçonnerie
- Etc..

L'ensemble comprendra toutes sujétions de précaution, la dépose des blocs-portes situés dans ces cloisons, la protection des ouvrages existants, conservés, ou exécutés au préalable et une parfaite coordination avec les autres corps d'état. Nettoyage et évacuation des gravats à la déchetterie.

NOTA: Les doublages existants et leurs isolations sont conservée

Localisation

Selon plans de repérage des démolitions

. Curage de la zone Cuisine et Restauration

. Compris provision pour zones ponctuelles selon besoin (provision 10 m²)

01.2.2.6 Dépose de revêtements de sols

L'entrepreneur devra la dépose des revêtements de sols existants de toutes natures (parquet, sol souple, sol dur, etc.), les travaux comprendront :

- La dépose complète des revêtements de sols
- La dépose des ouvrages divers affiliés (tapis de sol, profilés de finition, etc.)
- La dépose des plinthes associées
- Le chargement et l'évacuation des gravats à la déchetterie

L'ensemble comprenant toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre pour une finition parfaite des ouvrages demandés.

Localisation

Selon plans de repérage des démolitions

. Curage de la zone Cuisine et Restauration

. Compris provision pour zones ponctuelles des renforts de fondations selon besoin (provision 30 m²)

01.2.2.7 Dépose de chapes

Démolition de chape, les travaux comprendront :

- La démolition des socles et surbats
- La démolition des chapes associées y compris feutre et divers sous-couches
- Le ponçage des supports
- Le chargement et l'évacuation des gravats à la déchetterie

L'ensemble comprenant toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre pour une finition parfaite des ouvrages demandés.

NOTA : L'entrepreneur tiendra compte du mode de construction du bâtiment existant.

Localisation

Selon plans de repérage des démolitions

. Curage de la zone Cuisine et Restauration

01.2.2.8 Dépose de faïence

L'entrepreneur devra le décollage de revêtements muraux existants en faïence, compris mise à nu du support, élimination de l'encollement.

L'exécution devra être parfaite. Un ragréage partiel et une reprise d'enduit seront réalisés pour réception future d'une finition peinture ou d'un revêtement mural.

Compris évacuation des gravats à la déchetterie.

NOTA : Une préparation des supports existants est prévu à la charge du lot PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX

Localisation

Selon plans de repérage des démolitions

. Curage de la zone Cuisine et Restauration

. Compris provision pour zones ponctuelles selon besoin (provision 10 m²)

01.2.2.9 Décollage de toile de verre

L'entrepreneur devra le décollage de revêtements muraux existants en toile de verre, compris mise à nu du support, élimination de l'encollement.

L'exécution devra être parfaite. Un ragréage partiel et une reprise d'enduit seront réalisés pour réception future d'une

finition peinture ou d'un revêtement mural.
 Compris évacuation des gravats à la déchetterie.

NOTA : Une préparation des supports existants est prévu à la charge du lot PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX

Localisation

Selon plans de repérage des démolitions

. Curage de la zone Cuisine et Restauration

. Compris provision pour zones ponctuelles selon besoin (provision 10 m²)

01.2.3 Travaux divers

01.2.3.1 Désinfection des gravats de démolition (traitement anti-termite)

Avant leur évacuation, l'ensemble des gravats provenant des démolitions, seront désinfectés par traitement de prévention anti-termites (épandage d'une émulsion insecticide à très longue durée d'action).

Ce traitement sera effectué par une entreprise spécialisée agréée par le CSTB et suivant les arrêtés préfectoraux du département en vigueur.

Localisation

. Pour l'ensemble des gravats à la charge du présent lot

01.2.4 Fin de chantier

01.2.4.1 Exclusions

Travaux non prévus au présent lot :

- Neutralisation / déconnexion / dévoiement préalables des réseaux existants
- Déménagement et évacuation des équipements mobilier (tables, chaises, équipements de cuisine divers...)
- Dépose des extincteurs

01.2.4.2 Nettoyage du chantier

Après exécution de ses travaux, l'entrepreneur du présent lot devra le nettoyage du chantier, matériels, matériaux, déchets divers, qui proviennent de son corps d'état uniquement, y compris toutes sujétions d'évacuation, etc.

01.2.4.3 Dossier des Ouvrages Exécutés

Chaque entrepreneur devra fournir au Maître d'œuvre toutes les pièces écrites ou dessinées ainsi que les garanties diverses qui lui seront demandées, afin de constituer le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.), selon indications du CCAP.

Tous les documents seront remis sous dossiers cartonnés portant dessus et sur la tranche, les références du chantier, le numéro et l'appellation du lot, les coordonnées de l'entreprise.

Les plans devront porter la mention "récolement". Ils pourront également être demandés sous forme informatique en format DXF ou DWG.

Nombre d'exemplaires : selon indications du CCAP.

NOTA : Les certificats de garanties seront fournis en 1 exemplaire "original".

Le dossier DOE comprendra notamment (sans caractère limitatif) :

- Le double constat avec photos.
- Les PV de traitement des déchets.
- Le PV de traitement anti-termites
- Les fiches de contrôles et d'essais.
- Le positionnement des anciens réseaux déposés
- Le positionnement des anciennes fondations démolies
- La fiche technique et certification du produit utilisé pour la désinfection des gravois.
- Les fiches techniques des matériaux mis en œuvre.

Seront également fournis tous les documents demandés par le Coordonnateur Sécurité pour l'établissement du dossier

des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) ayant pour objectif essentiel de rassembler toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.
La fourniture de tous ces documents conditionne le solde financier des travaux réalisés par l'entreprise.